

Unité départementale du Littoral  
Rue du Pont de Pierre  
CS 60036  
59820 GRAVELINES

GRAVELINES, le 17/11/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 15/05/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **PETIT PIERRE (Ex Delpierre) SA**

ZI de Landacres  
62360 Hesdin-l'Abbé

Références : H:\\_Commun\2\_Environnement\01\_Etablissements\Equipe\_G3\Petit\_Pierre\_Hesdin  
l'Abbé\_070.03454\2\_Inspections\2023\_05\_15\_CI\_eau\Petit\_Pierre\_Hesdin l'Abbé\_RAPVI\_070.03454.odt  
Code AIOT : 0007003454

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/05/2023 dans l'établissement PETIT PIERRE (Ex Delpierre) SA implanté ZI Landacres 62360 Hesdin-l'Abbé. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PETIT PIERRE (Ex Delpierre) SA
- ZI Landacres 62360 Hesdin-l'Abbé
- Code AIOT : 0007003454
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société DELPIERRE MER ET TRADITION est une usine de fabrication de conserves de poissons. Les différentes opérations réalisées sur le site sont : la découpe de poissons, la précuisson,

l'emboîtement des filets, le jutage (ajout de la sauce dans les boîtes de conserve), le sertissage du couvercle, le lavage des boîtes, la stérilisation, l'étiquetage (si boîte non imprimée), le conditionnement en carton.

Le site a été mis en service en 2006, et bénéficie d'un arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 27 octobre 2004.

Par arrêté préfectoral du 02/07/2007, l'établissement a également été mis en demeure de respecter l'article 13.2 de l'AP du 27/10/2004 concernant les valeurs limites de rejets dans l'eau.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- contrôle inopiné eau

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la

conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
10	surveillance des rejets aqueux	AP Complémentaire du 12/02/2016, article 2.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Éléments de contexte	Autre du 28/06/2022, article /	/	Sans objet
3	Réseaux – ouvrages de rejet	Arrêté Préfectoral du 27/10/2004, article 15	/	Sans objet
8	Valeurs limites d'émission – autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 27/10/2004, article 16.1	/	Sans objet
9	Valeurs limites d'émission – autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 27/10/2004, article 13.2	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des dépassements des valeurs limites des rejets en concentration sont encore régulièrement notés. une surveillance renforcée va être mise en place sur 3 mois pour mieux appréhender la qualité des rejets et définir les mesures complémentaires à prendre pour les améliorer.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Éléments de contexte

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 28/06/2022, article /
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle inopiné (CI) précédent – conditions de fonctionnement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Date du CI EAU de l'année n-1 : 28/06/2022 et 06/10/2022  Nature du/des dépassement(s) relevés lors du CI EAU du 28/06/2022 : dépassements en concentrations en T, MES, DCO, DBO5 et azote global  Nature du/des dépassement(s) relevés lors du CI EAU du 06/10/2022 : dépassements en concentrations en T, DCO, DBO5, phosphore et azote global avec dépassement de 2x la VLE pour la DBO5 et l'azote global ;  Conditions de fonctionnement du site : normal
<b>Constats :</b> l'objet de l'inspection du 15/05/2023 est de faire un point avec l'exploitant sur ses rejets et les actions engagées pour les améliorer et de procéder à un nouveau contrôle inopiné.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 3 : Réseaux – ouvrages de rejet**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/10/2004, article 15
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, conditions de rejets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les points de raccordement des collecteurs d'E.U.I. et d'E.P. sur l'égout de la ZAC sont équipés d'ouvrages maçonnés permettant la prise d'échantillons et la mesure des débits d'effluents déversés. Ces ouvrages sont, dans toute la mesure du possible technique et administratif, situés en des lieux accessibles depuis le domaine public.</p> <p>(15.1 - non contrôlé)</p> <p>15-2 — Points de prélèvements</p> <p>Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'Inspection des Installations Classées et du service chargé de la police des eaux.</p> <p>15.3. - Equipement des points de prélèvements du rejet 3 (Eaux usées industrielles)</p> <p>Avant rejet dans le réseau d'assainissement, les ouvrages d'évacuation des rejets doivent être équipés d'une vanne étanche d'isolement, des dispositifs de prélèvement et de mesure automatiques suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- un système permettant le prélèvement d'une quantité d'effluents proportionnelle au débit sur une durée de 24 heures, et la conservation des échantillons à une température de 4°C,</li><li>- un appareil de mesure du débit en continu avec enregistrement, un pH-mètre et thermomètre en continu avec enregistrement.</li></ul>
<p><b>Constats :</b> seul l'ouvrage de rejet des eaux usées industrielles (rejet 3) a été regardé . le prélèvement du contrôle inopiné se fait sur ce rejet.</p> <p>le point de prélèvement est situé dans le bâtiment de traitement des effluents industriels. Il est au niveau du sol et facilement accessible.</p> <p>le préleveur de la société de contrôle confirme que le point de prélèvement est adapté et permet une prise d'échantillon conforme aux normes en vigueur. ce point est confirmé dans les 2 rapports de contrôles inopinés de 2022.</p> <p>il est noté cependant la présence d'un frigo sur site pour la conservation des échantillons : la T° de conservation est supérieure à 4 °C. ce point a été corrigé à la suite de la visite (mail de l'exploitant du 22/05/2023).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 8 : Valeurs limites d'émission – autosurveillance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/10/2004, article 16.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Autosurveillance
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance des rejets d'E.U.I. de ses installations. Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais dans les conditions fixées ci-après. Les analyses doivent être effectuées sur des échantillons non décantés, constitués à partir de prélèvements proportionnels au débit sur une durée de 24 h et conservés à une température de 4° C  cf tableau de l'article 16.1
<b>Constats :</b> L'autosurveillance prescrite est enregistrée dans GIDAF. la fréquence semble respectée. Cependant les concentrations en hydrocarbures et matières grasses mesurées mensuellement sont systématiquement indiquées à zéro. <b>l'exploitant confirmera que ces paramètres ne sont jamais détectés lors des mesures (&lt; LD)</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 9 : Valeurs limites d'émission – autosurveillance**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/10/2004, article 13.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites de rejets EUI (rejet 3)
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> 13-2-1 – Débit Le volume moyen de l'effluent rejeté est de 3,5 litres par kilogramme de matière première traitée. Les débits quotidiens autorisés sont : <ul style="list-style-type: none"><li>• 500 m) maximum,</li><li>• 355 m) en moyenne mensuelle.</li></ul> 13-2-2 — Substances polluantes, température et Ph Le rejet de ces eaux doit respecter à tout moment les limites ci-après :  tableau de l'article 13.2
<b>Constats :</b> des dépassements fréquents sont constatés dans GIDAF sur les MES, DCO, DBO5 et T°. ces dépassements corroborent les résultats des 2 contrôles inopinés réalisés en 2022. le résultats du contrôle inopiné réalisé par SGS le 15/05/2023 indique : un dépassement des VLE en concentrations pour la DBO5 et l'azote global (2X la VLE pour l'azote global) mais pas de dépassement pour les flux. <b>Une surveillance renforcée des rejets va être mise en place pour mieux apprécier la qualité des rejets (cf point de contrôle suivant). L'exploitant devra fournir un plan d'actions à l'issue de cette période de contrôle renforcé.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 10 : surveillance des rejets aqueux**



<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 12/02/2016, article 2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, autosurveillance
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Durant une période de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, le tableau figurant à l'article 16.1 de l'arrêté préfectoral du 27 octobre 2004, est remplacé par le tableau suivant :</p> <p>tableau de l'article 2.1</p> <p>A l'issue de cette période de trois mois, l'exploitant rédigera un rapport qui fera la synthèse de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'ensemble des résultats obtenus sur la période,</li> <li>• des éventuels dépassements rencontrés, leur origine, les moyens mis en œuvre pour y remédier, la récurrence ou non de ces dépassements.</li> </ul> <p>L'exploitant transmettra ce rapport de synthèse sous un mois suivant la fin de la période de trois mois. A l'issue de la période de trois mois, les fréquences de surveillance prévues à l'article 16.1 de l'arrêté préfectoral du 27 octobre 2004 s'appliqueront à nouveau.</p> <p><b>Constats :</b> A la suite d'une visite d'inspection réalisée le 06/10/2015 , l'inspection des installations classées avait proposé à l'exploitant de renforcer temporairement ses fréquences d'autosurveillance. En effet, des fréquences hebdomadaire ou mensuelle prescrites par l'AP du 27/10/2004 permettent difficilement de piéger les éventuels dysfonctionnements au niveau des rejets ou des installations de traitement. Une surveillance journalière devait le permettre plus aisément; elle peut en effet être corrélée avec les données de production et divers aléas pouvant avoir lieu au niveau des diverses installations. Aussi un APC du 12/02/2016 a prescrit le renforcement temporaire de l'autosurveillance au niveau du point de rejet des effluents industriels en passant à une fréquence journalière pour l'ensemble des paramètres, pour une durée de 3 mois.</p> <p>Il était demandé à l'exploitant de réaliser ensuite une synthèse des résultats et dépassements observés au cours de ces 3 mois accompagnée des raisons de ces dépassements et les moyens mis en œuvre pour y remédier.</p> <p><b>L'exploitant n'a pas réalisée cette surveillance renforcée.</b></p> <p>Les rejets des EUI sont réalisées dans le réseau eaux usées de la zone qui aboutit à la station d'épuration de la zone de Landacres. Cette station gérée par Veolia pour le compte de la CAB signale très régulièrement des rejets anormaux provenant de la zone de Landacres et à l'origine de perturbations importantes sur la station.</p> <p>Ces rejets anormaux sont de 2 types :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- avec mousse,</li> <li>ou</li> <li>- avec odeur de poissons.</li> </ul> <p>L'origine de ces rejets a pu être identifiée dans certains cas (cas avec mousse) mais pour certains événements elle reste inconnue. L'augmentation de la fréquence de surveillance sur les rejets de Petit Pierre permettra également de faire un bilan par rapport à cette problématique récurrente;</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 4 mois

